

Tableau de synthèse des données-clé du rapport annuel

Nom de l'association	HUMUNDI			
Adresse (ssiège)	Rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles, Belgique			
URL site internet	https://www.humundi.org	Numéro BCE : 425.410.524	Attest. fiscale valable jusque	2025
Certificateur des comptes	2C&B Réviseurs d'entreprises		Catégorie de taille légale (A-B-C-D) [1]	
			C	

		2024		2023		2022	
Bilan		Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Total bilan		5.124.184 €	5.124.184 €	4.116.926 €	4.116.926 €	4.511.425 €	4.511.425 €
Actifs immobilisés	20/28	284.351 €		178.432 €		205.283 €	
Actifs circulants	29/57	3.926.666 €		3.872.326 €		4.262.715 €	
Comptes de régularisation	490/491	913.166 €		66.168 €		43.427 €	
Patrimoine	10/14		2.487.205 €		2.294.626 €		2.202.980 €
Provisions	16		47.937 €		56.757 €		47.937 €
Dettes > 1 an	17		168.696 €		168.696 €		168.696 €
Dettes < 1 an	42/48		747.134 €		633.113 €		577.900 €
Comptes de régularisation	492/493		1.673.211 €		963.733 €		1.513.912 €

		2024		2023		2022	
Compte de résultats		Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Biens et services	60/61	931.208 €		926.834 €		795.921 €	
dont :							
• coût du personnel intérimaire et mis à disposition	617	0 €		0 €		0 €	
• rémunérations pour prestations, pas attribuées en vertu d'un contrat de travail	code :	0 €		0 €		0 €	
Frais de personnel (incl. bénévoles)	62	2.089.453 €		2.039.546 €		2.079.354 €	
Réductions de valeur, provisions et autres charges	63/64	6.244.092 €		5.352.257 €		5.246.380 €	
Chiffre d'affaires, etc...	70/72 + 74		413.587 €		222.777 €		179.470 €
Cotisations, dons, legs, subventions	73		9.036.791 €		8.310.667 €		7.591.361 €
Charges et produits financiers	65 - 75	25.806 €	32.759 €	139.591 €	18.864 €	33.366 €	12.577 €
Charges et produits exceptionnels	66 - 76	0 €	0 €	2.432 €	0 €	0 €	247 €
Total charges et produits	60/69 - 70/79	9.290.558 €	9.483.137 €	8.460.660 €	8.552.308 €	8.155.021 €	7.783.655 €

Total recettes brutes récoltes de fonds directes	[2]		1.490.623 €		1.646.846 €		1.576.325 €
dons	731		1.100.383 €		1.098.620 €		1.440.431 €
legs	732		390.240 €		548.227 €		135.895 €
Total coûts récoltes de fonds directes		574.849 €		575.016 €		515.645 €	
Total résultat net récoltes de fonds indirectes	[2]		915.774 €		1.071.831 €		1.060.680 €

Subventions publiques	733		7.546.169 €		6.663.821 €		6.132.611 €
-----------------------	-----	--	-------------	--	-------------	--	-------------

		2024	2023	2022
Tension salariale (max/min. bruto, en ETP)	[3]	2,11	2,21	2,03

Frais d'administration générale (FAG)		293.990 €		252.928 €		267.358 €
Total coûts récoltes de fonds directes		574.849 €		575.016 €		515.645 €
Ratio FAG/Produits		3%		3%		3%
Ratio coût récoltes de fonds directes/ Total recettes brutes		39%		35%		33%
Ratio de dépenses impact [4]		82%		80%		82%

[1] Voir article 14 du Règlement d'ordre intérieur de RE-EF : Catégorie A : Petite association ou fondation | B : Micro-société | C : Petite société | D : Grande société.

[2] Dans cet éclatement, nous proposons une distinction entre des récoltes de fonds 'directes', et 'indirectes' c-à-d. qui concernent des activités (vente, sponsoring,...) qui génèrent une recette et dont les coûts ne doivent pas être retenus comme coûts de récoltes de fonds directes.

Ce schéma est indicatif et peut être adapté à la situation et aux activités de chaque association, le cas échéant accompagné de commentaires.

[3] Pour le calcul de la tension salariale, il convient d'examiner si la rémunération la plus élevée est incluse dans les rémunérations pour prestations hors contrat de travail, converti en ETP sur une base annuelle. La méthode d'évaluation et de calcul et la cohérence des règles utilisées doivent être soumises au vérificateur aux comptes

[4] Ratio de dépenses impact : la partie du total des moyens disponibles qui ont pu être utilisés pour la réalisation du but social.

[au verso ou pas visible par le public]

Je confirme que les données ci-dessus sont exactes et complètes.

Nom & fonction du certificateur [5]
Date
Signature

[5] De préférence par le commissaire aux comptes ou un vérificateur externe, éventuellement par le président. La signature d'un membre du personnel exécutif interne ne suffit pas.